

C.C.N. DE LA C.G.T.-F.O.: POSITIF!...

En cette période propice aux appels répétés aux sacrifices, à la rigueur, au consensus, il est particulièrement réconfortant qu'une organisation syndicale réaffirme quelques principes et revendications clairs.

Ce fut le cas au *Comité Confédéral National*, de la C.G.T.-F.O., les 23 et 24 juin 1993.

En fait, rien d'extraordinaire à cela: des militants ouvriers, responsables d'Unions Départementales et de Fédérations qui discutent, quelquefois passionnément voire vivement, de la situation générale à laquelle est confrontée la classe ouvrière, ont toutes les chances d'aboutir aux mêmes conclusions, pour peu qu'ils ne soient guidés que par un seul souci: la défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs. Ce qui exclut, bien évidemment, toute prise de position dictée par des intérêts de parti, et ce qui exige une indépendance totale par rapport à l'État.

Certes, qu'une résolution générale soit votée par tous, sans contre et sans abstention, ne signifie nullement un monolithisme de pensée, une unanimité sans faille sur toutes les questions.

Mais on peut espérer que cela témoigne d'une volonté commune de rassembler toutes les conditions pour aider, soutenir, conforter, impulser, le mouvement de la classe ouvrière, dans l'organisation de son action pour stopper l'offensive du capital et faire aboutir les grandes revendications communes à tous.

En mettant «*en garde les syndicats contre toutes tentatives de les associer à des techniques de gestions qui n'ont comme finalité que les seuls intérêts patronaux*», le *Comité Confédéral National*, préserve l'indépendance syndicale.

En mandatant «*la Commission exécutive confédérale pour prendre toutes dispositions, y compris, si nécessaire, la convocation d'un Comité Confédéral Extraordinaire, afin d'organiser la riposte, s'appuyant sur les travailleurs, afin de faire aboutir les revendications*», les délégués au *Comité Confédéral National* ont évité les déclarations démesurées, irréalistes, mais confirmé que l'organisation syndicale, sur son terrain, qui ne peut se confondre avec celui des partis, fussent-ils dans l'opposition, saura prendre ses responsabilités.

Ce qui exclut, toute participation, sous quelque forme que ce soit, à des rassemblements ayant pour objectif de «*rénover*» ou de «*refonder*» la «*gauche*».

De ce point de vue, le C.C.N. qui a reconnu la nécessité de l'action commune, si possible, de tous les syndicats, a bien fait, à la demande de Marc Blondel, lui-même, d'exclure toute rencontre au sommet qui concrétiserait un accord d'appareils dont on peut légitimement craindre qu'il n'aille pas, nécessairement, dans le sens d'une défense effective des intérêts ouvriers.

Jo SALAMERO.

CE QUE NOUS SOMMES... CE QUE NOUS NE SOMMES PAS...

«*Dans le grand fleuve du fascisme vous trouverez les courants de Sorel, de Péguy, de Lagardelle du «mouvement socialiste» et de la cohorte des syndicalistes italiens...*». MUSSOLINI (1932) - *Les origines du fascisme* - Robert PARIS - Flammarion Éditeur.

Nous avons reçu le courrier suivant:

Camarades,

Nous sommes un groupe de militants anarchistes-communistes («marxistes libertaires», «conseillistes»).

Nous avons appris qu'il existait un courant anarcho-syndicaliste dans le «Parti des Travailleurs» et aimerions vous rencontrer afin de vous connaître et de savoir comment des libertaires peuvent se retrouver avec des trotskystes pour défendre les nationalisations en URSS. Nous aimerions également connaître votre attitude vis-à-vis de la C.N.T.

Salutations révolutionnaires - Le Front Spartakiste (Jeunesse Anarchiste-Communiste, Front des Travailleurs Libertaires).

P. S. - Quelques militants viendront le 20 juin.

Apparemment, ces camarades s'inquiètent de nos liens avec les militants du *Parti des Travailleurs* et les trotskystes qui, nous disent-ils, défendent les nationalisations en URSS.

Ils pourraient, tout aussi légitimement s'interroger sur nos liens avec les «réformistes» qui, en France, défendent (et nous avec!) le «service public».

Il est facile de leur répondre que lorsque les travailleurs russes défendent les nationalisations ou que les travailleurs français se battent pour le maintien du service public ou contre les fermetures d'usines, ce n'est pas, nécessairement, tel ou tel mode de production, qu'ils défendent mais, tout bonnement, leur emploi, c'est-à-dire, dans la situation actuelle, leur droit à l'existence!

Au cours d'une réunion, organisée à Marseille, sous les auspices du C.I.R.A. (*Centre International de Recherches Anarchistes*), d'autres camarades se sont inquiétés de notre manque de «projet de société». Des camarades de la C.N.T. française nous ont même reproché notre «manque de contacts avec les travailleurs» (sic), enfin, une camarade de la C.N.T. espagnole qui se plaint également de notre manque de «projet» va même jusqu'à nous contester le droit de nous appeler «anarcho-syndicalistes».

Décidément, avec tous ces camarades (et aussi avec d'autres!) il existe des malentendus que, dans l'intérêt commun, il faudrait dissiper.

Alors, qui sommes-nous?...

Dès sa création, les anarchistes du *Groupe Fernand Pelloutier* de Nantes qui participèrent à la création de l'*Union des Anarcho-Syndicalistes* affirment s'inscrire dans la tradition de Fernand Pelloutier, c'est-à-dire dans celle d'un des principaux fondateurs du mouvement syndical en France, c'est-à-dire la C.G.T. devenue la C.G.T.F.O.

Je ne sais si le terme anarcho-syndicaliste nous convient parfaitement mais une chose est sûre: nous nous voulons et nous sommes des anarchistes militant dans le mouvement ouvrier français et international.

C'est la raison pour laquelle nous ne nous définissons pas comme des syndicalistes anarchistes mais comme des anarchistes syndicalistes.

Ce qui, en clair, signifie que nous ne sommes pas des adeptes du «syndicalisme révolutionnaire», c'est-à-dire de l'idéologie véhiculée notamment par l'*École Emancipée*, ex-tendance de feu la *Fédération de l'Éducation Nationale*.

Il faudra bien un jour écrire sur les vicissitudes du syndicalisme révolutionnaire dont les partisans, en France, ont fini par adhérer à l'idéologie «autogestionnaire» et à la «planification démocratique» qui, de 1968 à 1981 pour l'instant servit de cache-sexe à l'idéologie néo-corporatiste de la doctrine sociale de l'Église. Bornons-nous à constater que bon nombre de ces farouches révolutionnaires se sont finalement retrouvés dans les cabinets ministériels, autrement dit, sont devenus des domestiques des Ministres néo-socialistes et de leur politique dont la classe ouvrière française vient de faire la cruelle expérience.

La «*Lettre aux Anarchistes*» que nous re-publions intégralement date de 1899 et la caractérisation du «parti socialiste» par Fernand Pelloutier demeure singulièrement d'actualité:

«Mais le Parti Socialiste ne sera pas seulement encore un parti parlementaire, paralysant l'énergie et l'esprit d'initiative que nous cherchons à inspirer aux groupes corporatifs, il sera de plus en plus un parti contre-révolutionnaire, trompant l'appétit populaire par des réformes anodines, et les associations corporatives renonçant à l'admirable activité qui, en dix années, les a pourvues de tant d'institutions dues à elles-mêmes et à elles seules, se confieront encore aux irréalisables promesses de la politique. Cette perspective est-elle pour nous plaire?».

L'expérience des dix dernières années nous a appris que le P.S. n'est pas seulement un parti «*contre-révolutionnaire*» mais un parti franchement réactionnaire qui faute de pouvoir subordonner les syndicats s'est ingénié, par le biais de la «*propagande d'État*» jusqu'à en nier l'existence.

Les Anarchistes de l'U.A.S. tout comme Pelloutier ont toujours considéré que: «*nous devons, non seulement prêcher aux quatre coins de l'horizon le gouvernement de soi par soi-même, mais encore prouver expérimentalement à la foule ouvrière, au sein de ses propres institutions, qu'un tel gouvernement est possible, et aussi l'armer, en l'instruisant de la nécessité de la révolution, contre les suggestions énervantes du capitalisme*».

Enfin, à l'instar de Fernand Pelloutier, ils s'estiment en droit de demander: «*à ceux qui, comme nos camarades de l'Homme Libre, pensent autrement que nous sur l'avenir des unions ouvrières, la neutralité bienveillante à laquelle nous avons droit, et toute la ténacité et toute l'ardeur dont ils sont capables à ceux qui admettent, dans des proportions diverses, l'utilité de l'organisation syndicale*».

Comme on peut le constater, n'en déplaise à ceux qui se croient malins de pourfendre les «*archéos*», en cette fin du 20^{ème} siècle, les problèmes qui se posent à chacun d'entre nous ne sont guère différents de ceux qui se posaient à nos prédécesseurs à la fin du 19^{ème} siècle.

Mais aujourd'hui comme hier, chacun demeure libre de ses choix et de ses engagements. A nos yeux, le syndicat ne peut être ni anarchiste, ni communiste, ni socialiste.

Il est et doit demeurer l'instrument dont les travailleurs se sont dotés pour défendre leurs intérêts de classe et dans lequel les militants de tous les courants du mouvement ouvrier doivent pouvoir trouver leur place.

Cela étant, le simple fait que des travailleurs prennent conscience qu'ils ont des «*intérêts particuliers*» à défendre et s'organisent en conséquence est, en soi, un acte révolutionnaire.

Tout le reste n'est que littérature!

Alexandre HÉBERT.

DE CI DE LA CAHIN CAHA...

Limites du «*compromis historique*»

Le compromis historique, c'est-à-dire l'accord conclu entre le Vatican et la bureaucratie stalinienne, s'il atteint son objectif: le rétablissement de l'économie capitaliste dans l'ex-URSS et les pays du glacis, connaît maintenant ses limites.

Le *Figaro* nous apprend qu'entre LECH WALESA et SOLIDARNOSC la rupture est consommée: «*Un vent de folie s'est emparé du congrès, a expliqué Jan Rulewshi, un dirigeant populaire du syndicat. Le président de la République, le Parlement, le gouvernement ont été pris pour cible, sans oublier les membres du groupe*».

Malgré tout: «*Pour Marion Krzaklewski, le président de Solidarnosc, "le syndicat reste, en effet, une organisation de centre droit, même s'il demeure fermement décidé à défendre les intérêts des travailleurs, non seulement dans le domaine des conditions du travail, mais aussi dans tout le processus de décision économique"*».

Mais pour le correspondant du *Figaro* qui ne manque pas de lucidité: «*En réalité, la dérive à gauche est difficile à nier. Une page vient donc d'être tournée*».

Autrement dit, en Pologne, comme ailleurs, la lutte des classes reprend ses droits.... Et ce n'est pas terminé!

Nostalgie

La première scission syndicale avait abouti à la constitution d'une deuxième C.G.T. baptisée, abusivement, CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL UNITAIRE (C.G.T.U.).

La tendance stalinienne de la F.E.N. dont on aurait pu penser qu'elle rejoindrait la C.G.T., s'efforce de constituer une sorte de F.E.N. bis, abusivement baptisée *Fédération Syndicale Unitaire* (F.S.U.)

On remarquera que le sigle «unitaire» ne précise pas que, pour l'instant, cette F.S.U. ne recrute que des rescapés de la F.E.N. Dès lors une question se pose: *qu'est-ce qui fait courir les néo-staliniens de la F.S.U.?*

La nostalgie ou peut-être, apporter leur contribution à une future recomposition syndicale européenne et subsidiaire.

LA LETTRE AUX ANARCHISTES

Mardi, 29 mars 1949,

Mon cher HÉBERT,

Dimanche, à la réunion des amis de la R.P., un copain que j'avais pressenti m'a passé un exemplaire du compte-rendu de Pelloutier.

Tu vois, je n'ai pas perdu de temps pour te faire la copie promise aux anarchistes. Elle a peut-être vieilli. Pour moi, elle demeure toujours fraîche et jeune. Je serai content si elle gardait pour toi un peu d'intérêt.

Bonne poignée de main.

Pierre MONATTE.

Le texte de cette lettre n'est pas reproduit ici, voir sur: <http://www.uas-pelloutier.fr>

L'ARNAQUE ÉCOLOGISTE...

«L'imposture écologiste» de Philippe PELLETIER -

GIP RECLUS, Maison de la Géographie, 17, rue de l'Abbé de l'Épée, 34000 Montpellier, 1993.

Lorsque, dans l'introduction de son ouvrage, l'auteur ne prend pas de gant et pose tout à trac les questions qui engendrent une moue snobinarde chez les amateurs coincés de débats académiques et consensuels, on n'a pas envie de poser le bouquin. Chaque page poussant à lire la suivante, on le termine d'une seule traite; sans ressentir à aucun moment l'impression de perdre son temps.

«L'écologisme prétend réinventer le monde; et s'il n'était qu'un surgeon de théories passées? Il se veut fondé sur la science; et s'il n'était que mystification et arriération?».

Voilà des questions... qu'elles sont bonnes! Surtout quand elles accompagnent quelques constats démystificateurs: «*Les dérives sémantiques, qui tendent à présenter comme scientifiques des choix strictement politiques, sont inquiétantes*» ou encore «*...le trucage du vocabulaire, le remplacement d'un mot par un autre, est sur le plan scientifique une marque caractéristique qui porte un nom: l'obscurantisme*».

Enseignant la géographie à l'Université Lyon II, Philippe Pelletier fait partie de ces membres des générations montantes qui préfèrent penser par eux-mêmes plutôt que de se laisser dicter leurs opinions par les faiseurs de modes et de gavages médiatiques. Spécialiste du Japon, où il a séjourné plusieurs années, il lui est plus facile de s'abstraire de nos réflexes spécifiquement franchouillards et d'observer d'un point de vue planétaire.

Dans un premier chapitre, il montre que le biostasisme, la volonté de maintenir les équilibres, n'est qu'un support du conservatisme. Ainsi: «*la plupart des forêts françaises actuelles, farouchement défendues par les écologistes au nom de la nature, ne sont en fait que des créations humaines*».

Et il rappelle ce que nous avons tous oublié si nous l'avons appris: il a fallu attendre le XX^{ème} siècle! Et puis, que peut bien signifier la notion de maintien des «équilibres écologiques» qui sont dynamiques par essence.

Dans le second chapitre est abordée l'opposition irréductible entre d'une part déisme et naturisme, d'autre part humanisme et socialisme: «*Le principal apport des premiers théoriciens socialistes (notamment Proudhon, Bakounine, Marx, Engels) fut d'établir le caractère social de l'espèce humaine au-delà de ses rapports avec la nature, et par conséquent de confirmer aussi bien la possibilité que la nécessité pour les hommes, car il y a des hommes et des classes au pluriel, d'adopter une autre organisation de la société*».

Ensuite est analysé le caractère profondément réactionnaire de l'écologisme. La plupart des auteurs précédents avaient tendance à présenter l'écologisme surtout comme un avatar du gauchisme: vert à l'extérieur, rouge à l'intérieur. Point de vue très superficiel. Les convergences entre l'écologisme et l'extrême droite étaient soigneusement atténuées par la «*presse missionnaire*» (*Le Monde, La Croix, Libération*), sauf à mettre l'accent sur des «*tentatives d'entrisme*» pour des raisons prétendues électoralistes qui seraient le fait de «*khmers verts*». Philippe Pelletier rappelle notamment que le programme énergétique écologiste du *Front National* date de 1979, quand le F.N. et les écolos atteignaient à peine 3% des voix. Ce programme ne constitue donc pas une tentative de récupération: ce n'est pas parce que le *Front National* est écologiste que l'écologisme est réactionnaire, mais c'est bien parce que l'écologisme est réactionnaire que le *Front National* est écologiste.

Ce n'est pas par hasard qu'une des armes principales de l'écologisme, la peste émotionnelle, est aussi une des armes principales de la réaction totalitaire.

«Au terme de cette analyse, il est possible de répondre à cette question souvent posée: l'unité ou la diversité caractérise-t-elle la pensée écologiste? Assurément, on peut dire que l'unité idéologique l'emporte: méfiance ou refus de l'anthropocentrisme; égocentrisme, naturalisme sous-jacent ou exacerbé, primauté de la nature sur la culture, sinon sur l'homme, avec l'ensemble des dérives déterministes, sociobiologistes ou raciales que cela comporte; condamnation du «productivisme»; confusion du progrès avec la technologie, de la technologie avec la technique, des outils techniques avec leur utilisation; défiance, pour ne pas dire plus, vis-à-vis du progrès; mysticisme, catastrophisme, pessimisme philosophique, messianisme. Chacun de ces éléments est plus ou moins revendiqué ou souligné suivant les cas, mais toute attitude écologiste oscille sur le fil de ces grandes lignes. Parfois de façon modérée, parfois de façon extrême. Les conséquences qui en découlent me semblent à terme tout aussi dangereuses, sinon plus, que le mal que l'écologisme prétend combattre. Il m'a donc fallu mettre l'accent sur les propos des intégristes de la nature, propos parfois anodins, glissés au milieu de l'habituel pathos des pleureuses de la nature, mais qui sont éminemment critiquables, à condition de les lire mot pour mot. Propos parfois brutaux ou même totalitaires».

Voilà des éléments de conclusion avec lesquels nous sommes en parfait accord.

Voilà un bouquin qui vaut la peine d'être lu et qu'on le fasse lire. Vive l'anthropocentrisme!

Marc PRÉVÔTEL.

PATRONAGE ET SCOUTISME

Les bonnes vieilles méthodes d'embrigadement

«*L'Opération Turbulences*» a été lancée en Janvier 1993.

Le matériel publicitaire expédié dans les Centres Sociaux et les Associations d'Éducation Populaire explique: «Cette opération consiste en la création d'associations loi de 1901 ayant pour nom «Turbulences» qui permettent d'accueillir des jeunes de tous horizons, quel que soit leur statut autour d'un projet ou d'une réalisation concrète» (1).

(1) Courrier d'accompagnement du 19.2.93, de Vincent Loustau, Rédacteur en Chef de «Turbulences» et... «Délégué Jeunes» de la CFDT.

En bas de la première page de couverture on peut lire: «*Turbulences journal de l'association jeunes C.F.D.T.*» (!).

En le feuilletant on découvre des propositions d'animation socio-culturelle.

Si on souhaite profiter d'activités «*nature*»: VTT, escalade, ski, pêche en lac, rafting... si on recherche «*un lieu d'accueil, d'écoute et de discussions autour de projets qui tiennent à cœur, ou au sujet de problèmes personnels*» (2), il suffit de retourner le bulletin d'adhésion à «*Turbulences Délégation Jeunes*». Il s'agit de la même adresse que «*C.F.D.T. Délégation Jeunes*» (4 bd de la Villette à Paris).

On recherche des loisirs et on se retrouve encarté à la C.F.D.T.

Organisation de jeunesse contre syndicat ouvrier

«*Turbulences, journal et association, animé par des jeunes de la C.F.D.T. et d'ailleurs, recherche individus turbulents de 16 à 28 ans sans distinction de sexe, de race, de statut social (3) ou de couleur de cheveux, qui souhaitent agir, s'exprimer, s'éclater, construire, partir, s'informer, découvrir, pour faire un bout de route ensemble*» (4).

De la même manière que le racisme, le sexisme, il faudrait condamner le «*classisme*» défini comme ségrégation entre classes sociales.

«*Turbulences*» préfère opposer «*les malheureux smicards*» aux «*cadres supérieurs*», les jeunes sans emploi aux nantis (les salariés) dans l'article «*Place aux jeunes*» traitant de la contribution des salariés au financement d'embauches chez Ifremer.

«*Seule la C.F.D.T. a signé l'accord, F.O. autre syndicat présent dans l'entreprise a refusé. Serait-ce, comme le note perfidement X parce qu'elle ne syndique que les hauts salaires?*» (5).

Christian JOYEUX-BOUILLON.

LES CLANDESTINS...

C'est *Le Figaro* des 15 et 16 mai 93 qui nous l'apprend. Les clandestins du *CLUB VAUBAN* ont décidé de sortir de la clandestinité afin de mieux travailler à la recomposition du paysage politique (qui inclut bien évidemment la recomposition syndicale).

Mais le mieux est de reproduire intégralement l'article du Figaro. Il permet de mieux comprendre comment à «*droite*» et à «*gauche*» on mystifie le bon peuple!

Alexandre HÉBERT.

AU CARREFOUR ENTRE GAUCHE ET DROITE... CLUB VAUBAN: L'ATELIER DE LA RECOMPOSITION

Animé par les époux Veil, il se propose toujours de «*transcender la ligne de démarcation électorale*».

Est-ce l'influence d'une «*méthode Ballardur*»? La recomposition se fait, aujourd'hui, loin des feux de l'actualité, dans «*un laboratoire de réflexion assujéti à la réflexion*»! le club Vauban. Un club où l'on retrouve plusieurs ministres, et non des moindres, comme Simone Veil, Pierre Méhaignerie, Edmond Alphandéry, François Bayrou... Ainsi que des personnalités de gauche au cœur de la futur rénovation de la mouvance

(2) «*BADGAP CAFE*» - *Turbulences* - n°1 - janvier 1993 - p.5.

(3) Souligné par nous.

(4) Éditorial de Jacky Boutems, Directeur de la Publication, *Turbulences* - n°1 - janvier 1993 - p.2.

(5) «*Place aux Jeunes*» - *Turbulences* - n°1 - janvier 1993 - p.3

socialiste, tels que Bernard Kouchner, Dominique Strauss-Kahn et Jean-Paul Huchon, un des piliers de la nouvelle direction du PS.

Créé peu après la victoire de François Mitterrand, en 1983, le club, selon ses deux fondateurs, Antoine et Simone Veil, *«s'est efforcé de regrouper les élus convaincus de la nécessité, en dépassant le clivage structurel de l'échiquier politique français, d'ouvrir le dialogue pour mettre en relief les profondes convergences qui, sur les principaux sujets de société, transcendent la ligne de démarcation électorale»*.

Antoine Veil a été, dans le passé, un des dirigeants du *Centre démocratie et progrès* (CDP) de Jacques Duhamel et Joseph Fontanet. Une précision non négligeable quand on sait combien ce petit parti charnière a joué un rôle essentiel dans les gouvernements de la période Pompidou. Aujourd'hui encore, les anciens du CDP constituent un réseau éclaté et efficace. Lorsque le premier ministre Édouard Balladur s'entretient avec des responsables centristes, il s'avance sur un terrain familier.

Ce passage au CDP a aussi donné à Antoine Veil le goût des cénacles restreints et discrets. Un membre qui enfreint la règle du silence encourt le risque de ne plus se voir convié, le jeudi matin, à partager tartines beurrées et café noir avec ses pairs. C'est que les places sont rares. De fait, le club baigne un peu dans une atmosphère de clandestinité. D'où ces comptes rendus tapés sur des feuillets sans entête que les participants reçoivent après un petit-déjeuner. On peut lire que *«SV (Simone Veil) conseille à DSK (Dominique Strauss-Kahn) de passer par JLB (Jean-Louis Bianco) à l'Élysée pour aider JPF (Jean-Pierre Fourcade) au Sénat»*.

Cette grande discrétion explique que, pendant longtemps, le club Vauban a été, d'abord, un endroit protégé où se retrouvaient responsables politiques de gauche et de droite. Là, le RPR Patrick Devedjian pouvait *«apprendre à apprécier Bernard Kouchner»*. *«Il est significatif, explique un participant, de voir que, sur certaines questions économiques, je suis proche de Jacques Barrot, voire de Jean-Pierre Fourcade»*.

Il existe au sein de ce club une véritable solidarité. Anciens ministres, Michel Durafour et Thierry de Beau-cé sont toujours conviés. Attaqué de toutes parts - et notamment par ses *«amis»* politiques -, Henri Nallet fut étonné de constater combien, au plus fort de l'affaire *Urba*, il pouvait trouver là un bon accueil, même auprès, des représentants de la droite. Il se souvient encore de la *«consigne»* d'Antoine Veil: *«Mes chers amis, pouvons-nous dire ensemble qu'une certaine campagne médiatique, telle qu'elle est reprise aujourd'hui, doit cesser?»*. Une remarque qui pourrait être, aujourd'hui, reprise par l'ensemble de la classe politique.

S'ouvrir davantage

Certains ont cru que l'entrée de Simone Veil au gouvernement allait mettre en sommeil le club. Mais c'est bien mal connaître l'ancienne présidente du Parlement européen. Le 6 mai, la plupart des membres étaient présents autour du ministre d'État pour décider si les réunions devaient être espacées ou maintenues. Une majorité s'est dégagée pour souhaiter non seulement que le club redouble d'activité, mais encore s'ouvre davantage. Antoine Veil a, d'ailleurs, avancé le nom du ministre des Affaires européennes, Alain Lamas-soure. Il est vrai que les membres du club estiment que la question européenne sera à nouveau au centre du débat politique bien avant les européennes de juin 1994.

D'autres sujets que l'Europe pourraient être évoqués. Par exemple, les prochaines privatisations. A l'époque où le Parlement enquêtait sur les privatisations. Patrick Devedjian, membre de la commission d'enquête, poursuivait les débats au club avec le président de l'UAP, Jean Peyrelevade: *«Nos divergences étaient vraiment minces. Elles portaient sur l'argent des privatisations. Devait-il servir à augmenter le capital des sociétés nationales ou à combler le désendettement?»*.

Lors du débat sur la ratification du traité de Maastricht, le club est sorti de sa clandestinité. A cette occasion, Antoine Veil avait donné un entretien au *Point*: *«Par tempérament, expliquait-il, je déteste le manichéisme. Notre système binaire fait, des modérés, dans chaque camp, les otages des extrémistes. (...) Ce simplisme ne correspond plus aux clivages de la société moderne, qui transcendent complètement ceux des formations politiques»*.

Interrogé au *«Forum»* de *Radio J* sur sa participation au club, Jean-Paul Huchon a évoqué, dans les mêmes termes, la nécessité de s'adapter aux nouveaux clivages qui *«transcendent les formations politiques»*.

Joseph MACÉ-SCARON.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»

19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 numéros: 150 francs. Abonnement de soutien: 200 francs.

Verser à: Mme PESTEL-HÉBERT - CCP Nantes n°515-14 C

Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste

Secrétaire de Rédaction: Joël BONNEMAISON.

Directeur de publication: Alexandre HÉBERT.

N° CPPAP: 63485
